Changement structurel et emploi en Afrique

Etat des lieux et enjeux de développement

Bruno Losch- Cirad

Rural Futures Programme
TRANSFORMING AFRICA

NEPAD Planning and Coordinating Agency
Agence de Planification et de Coordination du NEPAD

Thème 3

Palais des Congrès, Cotonou, République du Bénin
02-04 mai 2013

Changement structurel et emploi en Afrique : état des lieux et enjeux de développement

Document de travail pour le

« *Forum du développement rural en Afrique* »

Cotonou, 2-4 mai 2013

Bruno Losch

cirad
LA RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT

1/ La croissance de la population active africaine : combien et où seront les actifs ?

Que disent les projections démographiques ?

La répartition spatiale de la population

2/ Principales caractéristiques de l'emploi en Afrique

La faiblesse du changement structurel

Le poids de l'économie informelle et du secteur agricole

3/ Quelles options pour répondre à la croissance de la population active ?

Un impératif : prendre en compte la réalité concrète des économies nationales et de leur environnement

Priorités sectorielles et dimension territoriale

Dans le monde entier, les questions relatives à l'emploi sont centrales dans le débat public. Elles portent aussi bien sur l'accès à l'emploi que sur les conditions de travail (rémunération, types de contrats, pénibilité). Dans les pays les plus riches, la crise des économies débouche sur un chômage structurel et une croissance des inégalités. Dans les pays les plus pauvres ou à revenus intermédiaires, où les marchés du travail sont incomplets avec un poids majeur des secteurs dits informels, le cœur du débat est décalé et s'exprime plutôt au travers de la question de l'emploi des jeunes – diplômés ou non -, de l'accès au salariat (perçu comme un moyen de sortir de la précarité de l'économie informelle), et des conditions du travail salarié en l'absence de normes sociales.

La question de l'emploi en Afrique prend une acuité particulière du fait de la très forte dynamique démographique qui se traduit par une hausse rapide de la population active. Cette croissance du nombre d'actifs s'effectue en valeur absolue mais aussi en valeur relative - par rapport à la population inactive - et elle va progressivement améliorer le niveau d'activité des économies africaines avec deux conséquences : la capacité productive va s'accroître grâce à l'augmentation de la quantité de travail disponible ; les niveaux de vie vont progresser puisque le nombre de bras par rapport aux bouches à nourrir va devenir plus favorable.

Ce processus lié à l'évolution de la structure d'âge de la population est appelé « dividende démographique » et constitue un moment unique et particulièrement propice pour accélérer les changements. C'est pourquoi il est parfois aussi dénommé « bonus démographique ». Cependant, pour que ce bonus existe réellement, il faut bien évidemment que les conditions d'environnement économique et institutionnel soient favorables à l'activité et qu'il y ait des moteurs de croissance à même d'utiliser à plein le potentiel de travail. Faute de quoi, la poussée de la population active peut rapidement devenir source de tensions sociales et politiques.

Une des questions macro-économiques majeures des pays africains aujourd'hui est ainsi de gérer au mieux cette croissance du nombre d'actifs afin d'en faire un véritable facteur de développement économique, alors que les économies de la région sont encore caractérisées par une faible diversification, le poids du secteur agricole, et du secteur informel en général.

Afin d'éclairer le débat, ce document examine les caractéristiques de la croissance de la population active, marquée par le poids des actifs résidant en milieu rural. Il dresse ensuite un état des lieux rapide sur les secteurs d'activité et d'emploi. Il s'intéresse enfin aux différentes alternatives existantes en termes de capacité sectorielle d'absorption de la main-d'œuvre.

1/ La croissance de la population active africaine : combien et où seront les actifs ?

Pour définir l'ampleur du défi de l'emploi en Afrique dans les prochaines décennies, il convient à la fois d'estimer la croissance de la population active et sa répartition spatiale. La répartition de la population est en effet une donnée cruciale pour apprécier l'importance attendue des secteurs d'activités et de leurs types de développement.

Les paramètres utilisables sont peu nombreux. Les projections de croissance économique sont extrêmement aléatoires du fait du spectre extrêmement large de scenarios1 ; et les caractéristiques des transferts intersectoriels de main-d'œuvre sont encore plus difficiles à prévoir. Ce sont les projections de population qui offrent le cadre de réflexion le plus solide dans la mesure où elles permettent de définir les ordres de grandeur de l'offre de travail. Deux séries de projections sont mobilisables : l'évolution de la démographie à l'horizon 2050 ; et l'évolution du taux d'urbanisation, qui propose une répartition rural/urbain en fonction de l'importance des transferts de population des campagnes vers les villes et de la croissance endogène de chaque groupe (encadré 1).

Encadré 1 : Les dernières projections de la démographie mondiale

Les données démographiques présentées ici correspondent aux dernières estimations et projections des Nations Unies issues des *World Population Prospects, 2010 revision*, et des *World Urbanization Prospects, 2011 revision*. Ces projections proposent quatre hypothèses de fécondité (nombre d'enfants par femme) : constante, basse, haute et moyenne (retenue dans ce document).

L'écart entre les hypothèses basse et constante de la population mondiale en 2050 est de 2,8 milliards de personnes (respectivement 8,1 et 10,9 milliards). L'hypothèse basse est très largement considérée comme irréaliste et l'hypothèse moyenne (9,3 milliards) apparaît comme la projection la plus optimiste.

Parmi les principaux points de différence avec les projections précédentes (révisions 2008 et 2007), on notera en particulier :

(a) une population mondiale 2010 légèrement revue à la baisse ;

(b) une croissance démographique moins forte mais qui durera plus longtemps avec une population à l'horizon 2050 plus nombreuse (+150 millions), ce croît supplémentaire ayant lieu en Afrique subsaharienne ;

(c) une urbanisation moins rapide que prévue, en particulier en Afrique subsaharienne, où les ruraux resteront majoritaires jusqu'au moins 2035 au lieu de 2030.

Si les projections démographiques conduisent à des scénarios très contrastés, les perspectives d'urbanisation sont aussi délicates puisqu'elles peuvent être fortement modifiées par la situation économique, voire être remises en cause par des évènements extrêmes (conflits, pandémies, changement climatique accéléré, crises urbaines). Ce fut le

[1] L'épuisement d'un modèle de croissance mondial basé sur des ressources fossiles non renouvelables et le changement climatique sont deux défis globaux pour lesquels les réponses apportées par la communauté internationale seront déterminants des futurs économiques possibles. Le champ des réponses envisageables est extrêmement large et va d'une coopération multilatérale renforcée aux conflits ouverts.

cas en Afrique où les projections de croissance urbaine des années 1970 n'ont pas été réalisées.

Que disent les projections démographiques ?

La croissance de la population

Selon l'hypothèse moyenne des Nations Unies, la population mondiale devrait s'accroître de 2,4 milliards de personnes d'ici 2050 (voir tableau 1). Cette croissance sera d'abord celle de l'Afrique qui compterait presque 1,2 milliard d'habitants supplémentaires, suivie par l'Asie du sud et centrale (+710 millions dont +470 pour l'Inde). Les Amériques continueront de croître légèrement ; mais l'Europe et – surtout - l'Asie de l'est verront leur population diminuer (en particulier la Chine : -45 millions).

Cette évolution va modifier profondément la carte de la population mondiale puisque l'Afrique subsaharienne (ASS), par exemple, dépassera la Chine et comptera 2,7 fois plus d'habitants que l'Europe. En un siècle, Europe et l'Afrique auront inversé leur poids démographique relatif.

Tableau 1 : Evolution de la population mondiale par grandes régions (1950-2050), en milliers

	1950		1970		1990		2010		2030		2050		2010-2050	
Afrique	229 895	*9%*	368 148	*10%*	635 287	*12%*	1 022 234	*15%*	1 562 047	*19%*	2 191 599	*24%*	1 169 365	*114%*
Afrique du nord	*52 982*	*2%*	*86 943*	*2%*	*146 188*	*3%*	*209 459*	*3%*	*275 131*	*3%*	*322 458*	*3%*	*112 999*	*54%*
Afrique subsaharienne	*186 103*	*7%*	*295 971*	*8%*	*515 593*	*10%*	*856 327*	*12%*	*1 353 772*	*16%*	*1 960 102*	*21%*	*1 103 775*	*129%*
Asie	1 403 389	*55%*	2 134 993	*58%*	3 199 481	*60%*	4 164 252	*60%*	4 867 741	*58%*	5 142 220	*55%*	977 968	*41%*
Asie de l'Est	*672 432*	*27%*	*984 073*	*27%*	*1 359 149*	*26%*	*1 573 970*	*23%*	*1 625 463*	*20%*	*1 511 963*	*16%*	*(62 007)*	*-4%*
Asie du Sud et Centrale	*507 072*	*20%*	*778 832*	*21%*	*1 246 396*	*23%*	*1 764 872*	*26%*	*2 215 897*	*27%*	*2 475 684*	*27%*	*710 812*	*40%*
Amérique latine et Car.	167 368	*7%*	286 377	*8%*	443 032	*8%*	590 082	*9%*	701 606	*8%*	750 956	*8%*	160 874	*27%*
Amérique du nord	171 615	*7%*	231 284	*6%*	281 162	*5%*	344 529	*5%*	401 657	*5%*	446 862	*5%*	102 334	*30%*
Europe	547 287	*22%*	655 879	*18%*	720 497	*14%*	738 199	*11%*	741 233	*9%*	719 257	*8%*	(18 941)	*-3%*
Océanie	12 675	*1%*	19 506	*1%*	26 967	*1%*	36 593	*1%*	47 096	*1%*	55 233	*1%*	18 641	*51%*
Monde	2 532 229	*100%*	3 696 186	*100%*	5 306 425	*100%*	6 895 889	*100%*	8 321 380	*100%*	9 306 128	*100%*	2 410 239	*35%*

Source : *World Population Prospects, 2010 revision*

La population africaine va doubler en quarante ans, du fait principalement de la dynamique démographique de l'ASS, et elle continuera de croître après 2100. Elle sera la seule région du monde dans ce cas avec l'Amérique du nord, qui comptera cependant des effectifs très inférieurs[2].

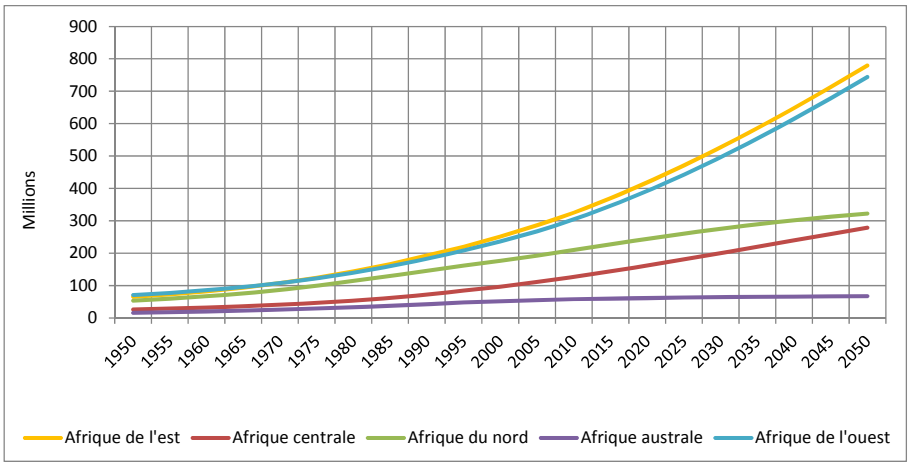
Les situations régionales sont cependant contrastées. Au sein de l'Afrique subsaharienne, la progression la plus forte sera celle des régions orientale et occidentale du sous-continent[3] qui atteindront environ 800 millions chacune en 2050. L'Afrique centrale, longtemps sous-peuplée, rattrapera l'Afrique du nord avec près de 300 millions d'habitants. Seule l'Afrique australe verra sa population plafonner avec une croissance prévue de 10 millions de personnes seulement. Elle atteindrait son pic de population en 2067, contrairement aux

[2] En 2100, l'Afrique compterait 35% de la population mondiale avec 3,7 milliards d'habitants. La part de l'Asie serait de 45% (Chine 9% et Inde 15%), alors que l'Europe et l'Amérique latine (avec les Caraïbes) représenteraient chacune 7% et l'Amérique du nord 5% du total mondial.

[3] Selon le découpage régional des Nations Unies.

autres régions qui continueront de croître. L'Afrique du nord verra aussi sa population augmenter de plus de 50% et atteindrait son maximum en 2083. (voir figure 1).

Figure 1 : Evolution de la population totale par grandes régions d'Afrique (1950-2050)



Source : *World Population Prospects, 2010 revision*

Les grandes tendances de la population active

Du fait des modalités de la transition démographique[4] et de l'évolution des rapports entre actifs et inactifs liée à celle des pyramides des âges, la dynamique de la population active[5] sera encore plus contrastée (figure 2). Dans les 40 prochaines années, le nombre d'actifs au niveau mondial devrait croître de 1,4 milliard, dont 800 millions (60%) pour la seule Afrique, suivie par l'Asie (avec 350 millions pour l'Inde). Mais la population active diminuera en Europe (-90 millions) et - aussi - en Chine (-180 millions). La croissance des actifs en Afrique du nord s'approchera du niveau de l'Amérique latine et des Caraïbes (près de 80 millions contre 90 millions).

L'analyse des flux d'actifs (et non pas des seuls stocks) permet de mettre en lumière une dynamique encore plus contrastée. En effet, l'examen des cohortes annuelles de jeunes actifs entrant sur le marché du travail[6] (figure 3) révèle que l'Afrique est la seule région où les flux d'actifs continueront de croître massivement après 2050, avec près de 40 millions de nouveaux actifs entrants prévus à cette date. Ils continueront de croître en Amérique du

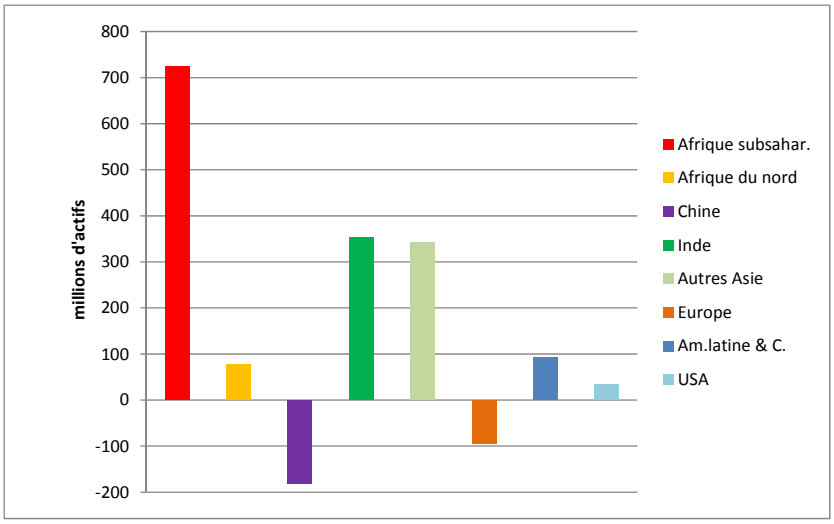
[4] On appelle transition démographique le passage de taux de natalité et mortalité élevés à des taux de natalité et mortalité faibles. Le décalage dans le temps de la baisse des taux (la mortalité diminuant plus vite) se traduit par une forte croissance de la population.

[5] Selon la définition standard, la population active correspond à la classe d'âge de 15 à 64 ans.

[6] La cohorte annuelle d'actifs entrant sur le marché du travail, ou arrivant à l'âge de la recherche d'une activité pourvoyeuse de revenus, correspond à 1/10 de la classe d'âge 15-24 ans. Par rapport à l'accroissement du nombre des actifs totaux (qui prend en compte les sorties de la classe 15-64 vers la classe 65 et plus), la cohorte annuelle de nouveaux actifs permet de mettre en lumière le poids des jeunes et d'éviter les grandes incertitudes sur la sortie effective de l'activité après 64 ans. Ces incertitudes sont particulièrement fortes dans les pays sans marché du travail formel et sans système de retraite généralisé (globalement la majorité de la population des pays hors OCDE).

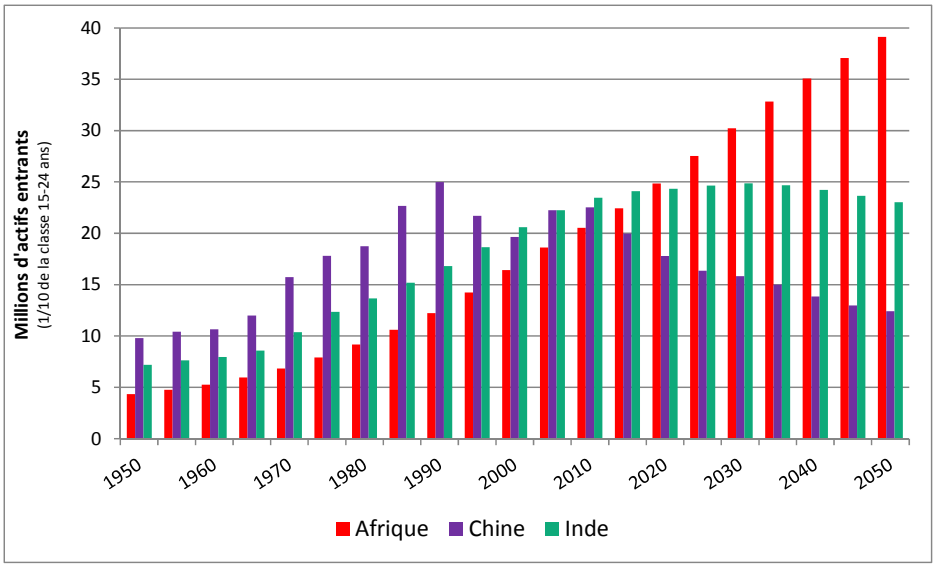
nord (avec une lente progression au-delà du milieu du siècle) et en Inde jusqu'aux années 2030. En revanche, les flux diminuent d'ores et déjà en Europe et surtout en Chine.

Figure 2 : Croissance de la population active par grandes régions et pays (entre 2010 et 2050)



Source : *World Population Prospects, 2010 revision*, calculs auteur

Figure 3 : Cohortes annuelles d'actifs entrant sur le marché du travail : Afrique, Chine, Inde (1950-2050)



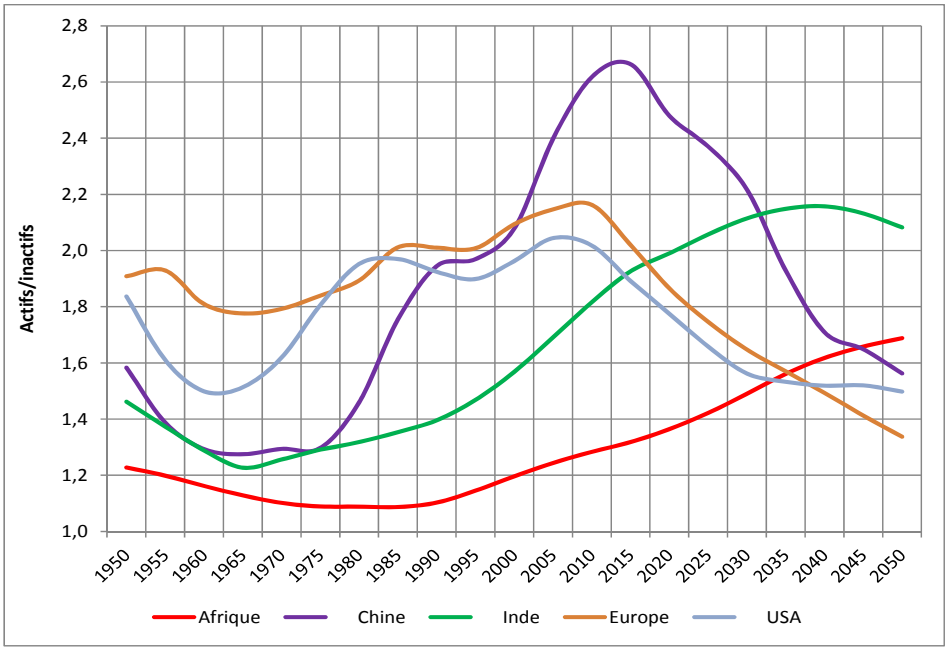
Source : *World Population Prospects, 2010 revision*, calculs auteur

Ces recompositions majeures expriment les différents stades de transition démographique des grandes régions du monde. Elles traduisent un changement du rapport entre actifs et inactifs et révèlent une amélioration progressive de la situation africaine.

En effet, l'Afrique a connu des ratios d'activité très défavorables entre les années 1975 et 1995, avec un rapport de quasi-un actif pour un inactif : une situation extrêmement pénalisante en termes de croissance qui est survenue au moment de la crise économique et

des politiques d'austérité. A la même période, la Chine atteignait un ratio de 2 actifs pour un inactif (dans la décennie 1990) et elle culmine aujourd'hui avec un ratio de 2,7 qui constitue un prodigieux moteur de croissance (figure 4). Ce ratio va toutefois diminuer rapidement avec le vieillissement de la population[7], un processus qui s'engage d'ores et déjà en Europe mais aussi aux Etats-Unis. Pour l'Afrique, le pic d'activité se situera bien après 2050.

Figure 4 : Evolution du ratio d'activité par grandes régions et pays (1950-2050)



Source : *World Population Prospects, 2010 revision*, calculs auteur

La répartition spatiale de la population

Villes et campagnes : la spécificité africaine

Même si la définition des catégories statistiques de l'urbain et du rural pose de nombreuses difficultés (encadré 2), l'urbanisation est le phénomène majeur du dernier siècle. Les dernières projections attestent d'un certain ralentissement, plus marqué qu'ailleurs en ASS, qui tempère – sans bien sûr le remettre en cause – le grand basculement de la population mondiale vers les villes. Entre 1960 et 2010, la part urbaine est passée de 30 à 50%. Elle serait de 67% en 2050. Alors que les Amériques et l'Europe étaient déjà largement urbanisées, la progression la plus spectaculaire a eu lieu en Asie et surtout en Afrique subsaharienne.

Il reste néanmoins 3,3 milliards de ruraux aujourd'hui et la progression attendue de la population rurale mondiale dans les quarante prochaines années mérite la plus grande attention. En effet, d'ici 2050, la population rurale devrait perdre globalement 283 millions

[7] En Chine, la part des plus de 65 ans passerait de 8% aujourd'hui à 26% en 2050 (soit environ 330 millions de personnes).

de personnes. Elle diminuerait dans toutes les régions du monde (avec près de -500 millions pour l'ensemble de l'Asie)[8], sauf en Afrique (tableau 3).

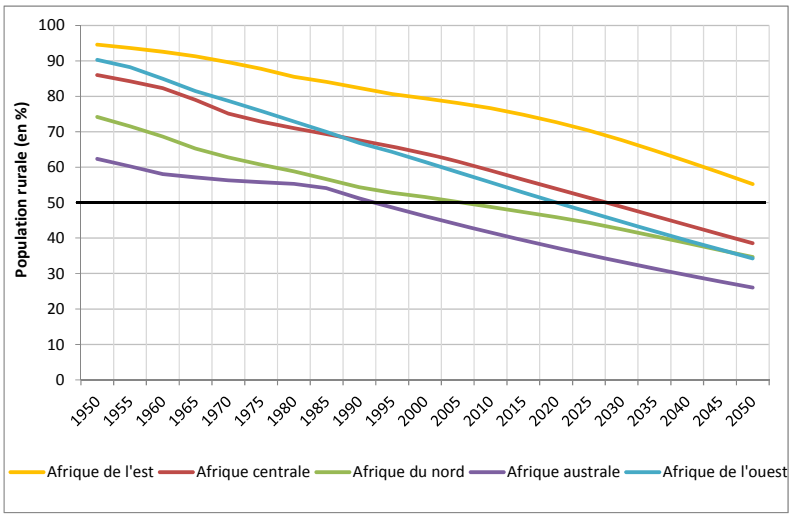
Tableau 3 : Population rurale par grandes régions (1950-2050), en milliers

	1950		1970		1990		2010		2030		2050		2010-2050	
Afrique	196 891	*11%*	281 580	*12%*	431 904	*14%*	621 583	*19%*	817 562	*24%*	926 970	*30%*	305 387	*49%*
Afrique du nord	*37 193*	*2%*	*52 160*	*2%*	*76 182*	*3%*	*97 262*	*3%*	*110 088*	*3%*	*104 011*	*3%*	*6 749*	*7%*
Afrique subsaharienne	*159 698*	*9%*	*229 420*	*10%*	*355 722*	*12%*	*524 321*	*16%*	*707 474*	*21%*	*822 959*	*27%*	*298 637*	*57%*
Asie de l'Est	552 747	*31%*	737 958	*31%*	897 502	*30%*	718 133	*22%*	460 504	*14%*	312 725	*10%*	(405 407)	*-56%*
Asie du Sud et Centrale	423 019	*24%*	619 261	*26%*	907 487	*30%*	1 190 834	*36%*	1 308 058	*39%*	1 175 086	*38%*	(15 748)	*-1%*
Amérique latine et Car.	98 104	*5%*	122 975	*5%*	131 411	*4%*	124 836	*4%*	116 260	*3%*	100 476	*3%*	(24 359)	*-20%*
Amérique du Nord	61 948	*3%*	60 594	*3%*	69 074	*2%*	62 049	*2%*	57 213	*2%*	50 878	*2%*	(11 172)	*-18%*
Europe	266 685	*15%*	243 679	*10%*	217 514	*7%*	201 588	*6%*	167 739	*5%*	128 216	*4%*	(73 372)	*-36%*
Autres régions	187 340	*10%*	277 720	*12%*	370 128	*12%*	418 289	*13%*	410 137	*12%*	359 602	*12%*	(58 687)	*-14%*
Monde	1 786 734	*100%*	2 343 767	*100%*	3 025 020	*100%*	3 337 311	*100%*	3 337 472	*100%*	3 053 953	*100%*	(283 358)	*-8%*

Source : *World Urbanization Prospects, 2011 revision*

Sur le continent, la population rurale devrait en effet croître de 305 millions de personnes en raison de la poursuite de la croissance démographique et du ralentissement relatif de l'urbanisation - une conséquence de la crise des années 1980-90 et de la faiblesse des opportunités d'emploi dans les villes. Les ruraux seront globalement majoritaires jusqu'entre 2035 et 2040 avec cependant des différences nettes selon les régions (figure 6) : l'Afrique australe et l'Afrique du nord sont les parties les plus urbanisées du continent et le taux de ruralité est déjà passé en dessous de 50%, alors que l'Afrique de l'ouest et centrale n'atteindront ce stade que dans les années 2020 et 2030. C'est l'Afrique orientale qui restera le plus longtemps rurale (jusqu'à la fin de la décennie 2050), notamment à cause des fortes densités enregistrées dans les campagnes des Grands Lacs et des hauts plateaux éthiopiens.

Figure 6 : Evolution du taux de ruralité par grandes régions d'Afrique (1950-2050)

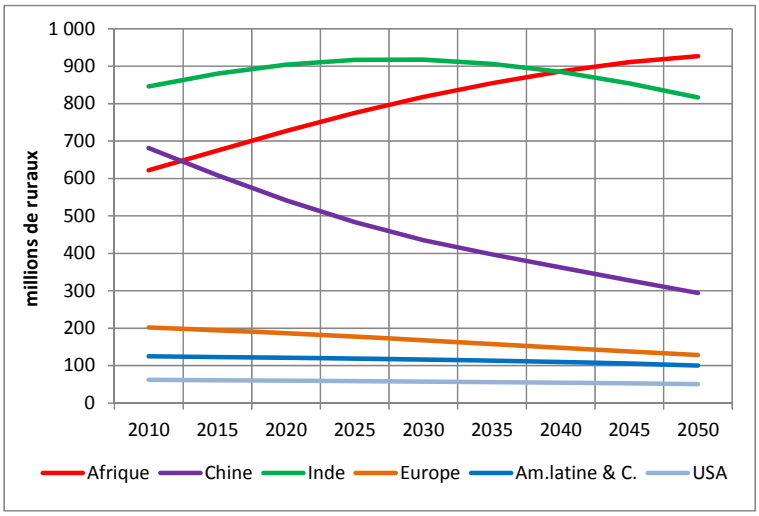


Source : *World Urbanization Prospects, 2011 revision*, calculs auteur

[8] Dont –390 millions en Chine et -30 millions en Inde.

Surtout, la population rurale africaine, si elle diminuera en poids relatif, devrait continuer à augmenter bien après 2050, une autre exception mondiale (figure 7). A cette date elle atteindra près de 930 millions de personnes, dont 105 millions pour l'Afrique du nord et 820 millions pour l'Afrique subsaharienne. Cette augmentation va se traduire par une forte pression sur les ressources en terres et en eau, alors que plusieurs situations régionales sont déjà critiques (Maghreb, vallée du Rift et hauts plateaux d'Afrique de l'est, nord du Nigéria par exemple).

Figure 7 : Evolution de la population rurale par grandes régions et pays (2010 – 2050)



Source : *World Urbanization Prospects, 2011 revision,* calculs auteur

Encadré 2 : La difficile délimitation du rural et de l'urbain

Il n'existe pas de définition standardisée des territoires urbains et ruraux et des populations qui y vivent. Les projections des Nations Unies reprennent la répartition adoptée par les différents systèmes statistiques nationaux, qui proposent des définitions extrêmement variables, calées sur des critères totalement hétérogènes : le niveau de peuplement (un effectif de population agglomérée qui varie de 2 500 à 10 000 habitants), un statut administratif, ou par exemple l'importance de l'activité agricole.

Les catégories urbaine et rurale n'offrent donc qu'une idée imprécise – et fausse – de la réalité, et les projections démographiques à vingt, trente, quarante ans sont encore plus aléatoires. Cette imprécision est renforcée par les pratiques de la population dont les activités et les modes de vie sont de plus en plus fréquemment à cheval sur ces deux espaces, dont l'enchâssement résulte des progrès des moyens de transport et de communication.

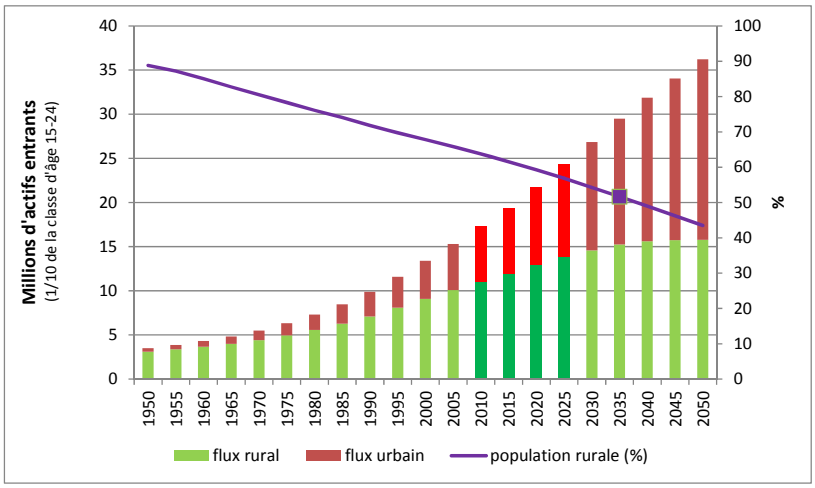
L'importance des actifs ruraux

Traduites en données d'activité[9], cette répartition spatiale du peuplement signifie que la population active rurale mondiale diminuerait de 260 millions d'ici 2050, mais que celle de l'Asie du sud et centrale et de l'Afrique progresserait respectivement de 30 millions et… 230 millions.

La situation africaine est ainsi doublement spécifique : par l'importance de la croissance de sa population active et par le poids des actifs ruraux.

L'analyse en termes de flux annuels d'actifs entrants sur le marché du travail révèle une tension particulièrement forte sur l'emploi rural, en particulier en Afrique subsaharienne et pour les deux prochaines décennies. En effet, en considérant l'horizon 2025 pour lequel la marge d'incertitude est faible[10], les cohortes de nouveaux actifs passeront de 17 millions à 25 millions, soit un effectif cumulé de 330 millions – la population actuelle des Etats-Unis. Mais les deux tiers de ces nouveaux actifs seront en zone rurale et ce sont 200 millions de jeunes ruraux qui devront trouver un emploi ou une activité à même de leur fournir un revenu (figure 8). En Afrique du nord, où l'urbanisation est plus forte, les cohortes cumulées sur la période 2010-2025 s'élèveront à environ 50 millions de nouveaux actifs dont 21 millions seulement en zone rurale (43% du total).

Figure 8 : Cohortes annuelles d'actifs ruraux et urbains en Afrique subsaharienne (1950-2050)



Source : Losch 2012

[9] En appliquant le ratio rural/urbain à la classe 15-64 ans.

[10] A un horizon de 15 ans (2010-2025), les nouveaux actifs qui entrent dans la classe d'âge 15-24 ans sont déjà nés.

2/ Principales caractéristiques de l'emploi en Afrique

La situation de l'emploi en Afrique aujourd'hui reflète la structure des économies du continent et de la répartition de sa population. Les actifs se situent majoritairement en milieu rural et déploient l'essentiel de leurs activités dans l'agriculture ; les actifs citadins sont principalement insérés dans le secteur dit informel.

Ce poids de l'informel en général et de l'agricole en particulier illustre une spécificité africaine : la faiblesse du changement structurel qui atteste d'une transition économique embryonnaire avec comme conséquence une diversification économique limitée qui réduit les alternatives en termes de création d'emploi.

La faiblesse du changement structurel

La notion de transition économique fait référence au processus de changement structurel qui a historiquement marqué les différentes régions du monde. Ce processus est caractérisé par le passage progressif d'économies centrées sur l'agriculture à des configurations plus diversifiées basées sur l'industrie puis les services. Les progrès techniques sont l'un des déterminants majeurs du changement, notamment les gains de productivité dans l'agriculture, dans la mesure où ils permettent des transferts de main-d'œuvre et de capital vers les autres secteurs d'activités.

Ces processus se sont historiquement accompagnés d'une restructuration spatiale graduelle par laquelle des activités éparses (typiquement l'agriculture) ont cédé la place à des activités plus concentrées (typiquement le commerce et l'industrie), avec une migration du travail et de la population des zones rurales vers les villes. Cette urbanisation croissante et la transformation économique et sociale qui l'accompagne ont généralement engendré une augmentation des revenus et des conditions de vie. Ce sont ces changements, conjugués aux progrès de la médecine, qui ont favorisé la transition démographique, les deux transitions étant fortement articulées.

La transformation structurelle des économies africaines au cours des dernières décennies a été extrêmement lente, ce qui constitue un paradoxe en regard de l'importance du processus d'urbanisation. La situation des 55 Etats qui forment le continent est évidemment très diverse mais, globalement, l'agriculture reste toujours le socle de l'activité d'une population qui est encore majoritairement rurale. Le développement urbain s'est effectué sans industrialisation et les formes d'insertion du continent dans la mondialisation ont peu changé : l'Afrique reste majoritairement une région d'exportation de matières premières brutes peu diversifiées et d'importation de produits manufacturés, une position qui s'est révélée jusqu'à présent à la fois source de vulnérabilité et peu porteuse de développement. Seuls les pays situés aux deux extrémités septentrionale et méridionale du continent font jusqu'ici véritablement exception, avec des économies plus diversifiées, plus riches, et adossées à une urbanisation à forte densité économique (Losch et al. 2013).

L'explication de cette inertie de structure est bien sûr complexe. Elle a de nombreuses sources comme l'insertion tardive du continent dans l'économie mondiale (Grataloup 2007), le caractère récent et contraignant d'une tutelle coloniale qui a duré jusqu'aux années 1960 et même 1970, avec un éclatement des territoires consolidé au moment des indépendances, mais aussi une urbanisation très tardive (seconde moitié du XXème siècle) et « rentière » basée sur l'administration étatique et les matières premières (Jedwab 2012).

La jeunesse relative de la plupart des Etats africains – en comparaison des autres pays du monde – et la confrontation simultanée à la nécessité de « construire » des économies nationales, à une forte croissance démographique et à la mondialisation (simultanément aux politiques de rigueur des années 1980) ont laissé peu de marges de manœuvre pour engager, à l'instar des pays asiatiques et latino-américains, des politiques volontaristes de modernisation qui auraient pu accélérer le changement structurel.

Le poids de l'économie informelle et du secteur agricole

Les grands agrégats économiques et notamment la structure du produit intérieur brut (PIB) ne donnent qu'une idée très imprécise de la réalité concrète des économies africaines. En effet, en valeur moyenne pour l'ensemble du continent – et donc avec de très fortes variations nationales -, l'agriculture représente 30% du PIB, le secteur extractif (mines et pétrole) et le secteur manufacturier comptent respectivement pour environ 15% et 10%, et les services correspondent aux 45% restants.

Mais cette répartition sectorielle du PIB qui informe sur la valeur produite ne dit rien des secteurs d'activité dans lesquels les actifs africains engagent leur force de travail. En effet, le secteur extractif crée très peu d'emplois et c'est l'agriculture - le socle d'activité des ruraux qui sont majoritaires - qui reste très largement la principale activité.

Alors que la part de l'agriculture dans l'emploi est réduite à moins de 5% dans les économies les plus riches (la plupart des pays de l'OCDE) - illustrant ainsi le processus de transition économique qui aboutit dans sa version historique à « un monde sans agriculteurs » (Timmer 2009, Dorin et al. 2013) – l'Afrique enregistre, avec l'Asie du sud, la plus forte proportion mondiale d'actifs agricoles. A l'exception de l'Afrique du Sud où l'emploi dans l'agriculture est marginal – pour des raisons liées à l'histoire très spécifique du pays – l'activité agricole occupe encore 50 à 60% de la population active dans la grande majorité de l'ASS. Ce taux s'élève même jusqu'à 75% et plus pour certains pays (Sahel, Afrique de l'est). En Afrique du nord (hors Libye), l'agriculture représente toujours un quart des actifs. La particularité de l'emploi agricole et de sa définition ne signifie toutefois pas une occupation exclusive dans l'agriculture et les situations de pluriactivité sont généralisées (encadré 3).

Les autres secteurs d'activité sont principalement ceux des services (administrations, secteur bancaire, commerce, transports), du bâtiment et travaux publics (BTP) – tirés par la croissance urbaine -, et de l'artisanat. Mais l'emploi industriel reste extrêmement réduit - quelques centaines de milliers d'emplois dans la plupart des pays (et parfois moins) – alors qu'il a constitué historiquement le levier du changement dans les autres régions du monde.

Une caractéristique transversale de cette structure d'activité est l'importance de ce qui est communément appelé l'économie informelle ou parfois l'économie populaire. Il n'existe pas de définition standardisée et la notion d'informel est contestée, mais l'économie informelle est généralement définie en creux, à savoir ce qu'elle n'est pas : la sphère des entreprises et des activités d'auto-emploi déclarées et enregistrées auprès des administrations fiscales, qui respectent en conséquence des règles comptables et, le plus souvent, des normes économiques et sociales en référence au droit du travail (embauche, licenciement, salaire minimum) et aux conditions de travail (Charmes 2011).

Ce secteur informel est très largement majoritaire dans la plupart des pays du continent dans la mesure où l'agriculture est presque exclusivement une agriculture familiale[11], exercée en dehors de tout cadre normé – même si un statut de l'exploitant agricole a été reconnu dans certains pays –, mais aussi parce que l'emploi urbain s'effectue essentiellement dans le cadre d'activités d'auto-emploi ou de micro-entreprises sans statut juridique et fiscal. L'emploi industriel ou de services en entreprises respectant les normes et standards du droit des affaires est rare.

Encadré 3 : Emploi et actifs agricoles

Selon la FAO et sa base de données FAOStat, **la population agricole** est définie comme suit : « *ensemble des personnes qui vivent de l'agriculture, de la chasse, de la pêche ou de la foresterie. Cette estimation comprend toutes les personnes exerçant une activité agricole ainsi que les inactifs à leur charge. Il ne s'agit pas nécessairement d'une population issue exclusivement de la population rurale* ».

La population active agricole correspond à la « *partie de la population active qui possède un travail ou en recherche un dans l'agriculture, la chasse, la pêche ou la foresterie* », sachant que selon l'OIT la population active comprend « *toutes les personnes qui, durant une période de référence spécifiée, sont considérées comme pourvues d'un emploi ou au chômage, c'est-à-dire qui constituent la main-d'œuvre* ».

Les données sur l'activité et l'emploi agricoles sont produites par la FAO et actualisées régulièrement sur la base des recensements nationaux. Elles sont calées sur les estimations démographiques des Nations Unies (World Population Prospects, 2010 revision) et sur les estimations d'activité et d'emploi de l'OIT (Laborsta 5ème édition 2008). Les statistiques de l'OIT sont cependant très incomplètes, en particulier pour l'Asie et encore plus pour l'Afrique (de nombreux pays sont manquants et souvent seules quelques années sont disponibles).

Selon la FAO, la population active agricole correspondrait toujours à près de 40% de la population active mondiale. Elle se répartit très majoritairement en Asie (78%), suivie par l'Afrique (17%), le reste de l'agriculture mondiale ne comptant que 5% des actifs. Les données d'emploi de la FAO sont souvent critiquées, notamment pour leur surestimation de la population active totale et agricole de certains pays ; mais FAOStat reste la seule base couvrant tous les pays du monde sur longue période. Le cas de la Chine est le plus problématique puisque l'écart entre la FAO et l'OIT, variable selon les années, s'élève jusqu'à plusieurs dizaines de millions d'actifs agricoles. Une partie de cet écart porte sur l'estimation de la population active totale pour la FAO et de l'emploi total pour l'OIT (différence de 58 millions en 2010).

Le fait d'exercer une activité agricole, même à temps partiel, en parallèle à d'autres activités en profitant des temps morts du cycle agricole ou parce que le volume d'activités et les revenus générés sont insuffisants, conduit donc à être répertorié comme actif agricole. Cependant, la pluriactivité est très répandue en Afrique et, si la très grande majorité des ménages ruraux sont agricoles, ceux-ci exercent généralement d'autres activités non agricoles (artisanat, petit commerce, transport), afin d'améliorer leurs revenus.

[11] Il existe un secteur agricole d'entreprise, mal connu mais peu développé, qui concerne principalement l'agro-exportation (plantations agro-industrielles, grandes fermes mécanisées). Il pèse peu en termes d'emplois et encore moins en valeur relative : dans les pays où son implantation est la plus forte (en Afrique de l'est notamment), les effectifs dépassent rarement les 100 000 emplois à comparer aux millions d'exploitations agricoles familiales.

L'économie informelle emploierait ainsi de 75 à 95% des actifs du continent (Jütting & de Laiglesia 2009), avec comme exceptions l'Afrique du Sud, où le taux ne serait que de 50%, et les pays d'Afrique du nord, où il se situerait autour des 40% (sauf au Maroc où il est plus élevé : 65%). La spécificité de cette économie informelle est sa grande souplesse qui lui confère une forte résilience face aux aléas, dont la contrepartie est la précarité associée à de faibles à très faibles niveaux de rémunération. Cette situation s'explique par une productivité du travail réduite mais aussi par un sous-emploi structurel, à savoir la faiblesse du nombre d'heures travaillées par actif. Ce sous-emploi est une des caractéristiques du secteur agricole, marqué par la saisonnalité de l'activité (avec des périodes où le besoin en travail est limité et au contraire des pics de travaux – comme les récoltes – où la main-d'œuvre peut manquer), mais il illustre plus généralement la stratégie d'occupation des actifs en situation de manque d'opportunités d'emplois décents, qui conduit à accepter toute proposition de travail, même partielle et mal rémunérée (Beaujeu et al. 2011).

En conclusion, il est possible de résumer de façon volontairement synthétique la situation de l'emploi en Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud) aux ordres de grandeur suivants : 55-60% des actifs sont employés dans l'agriculture ; 35-40% dans le secteur informel non agricole, principalement urbain, qui concerne essentiellement les services, l'artisanat, le BTP ; et 5-10% dans le secteur formel salarié (industries et services, dont l'administration).

3/ Quelles options pour répondre à la croissance de la population active ?

Au cours des dernières décennies, les économies africaines ont été en mesure d'absorber une main-d'œuvre en augmentation constante, mais cette utilisation du travail s'est souvent effectuée dans des conditions sous-optimales du fait d'un environnement économique et institutionnel peu favorable, avec un accès limité aux financements et à la technologie, limitant les gains de productivité. La conséquence a été une très faible progression des niveaux de vie (l'Afrique subsaharienne reste la région la plus pauvre du monde), avec une longue stagnation qui n'a été interrompue que par la croissance des dernières années. Celle-ci ne doit cependant pas faire illusion car, à l'exception de quelques pays, cette croissance a été principalement tirée par le secteur extractif. Or, ces activités créent peu d'emplois et permettent difficilement d'entraîner les activités de la majorité de la population. Elles sont plutôt de nature à stimuler l'urbanisation via l'investissement des rentes dans le bâtiment, les travaux publics et les services urbains et conduisent, souvent, à négliger l'agriculture.

Au cours des quinze dernières années, 280 millions de jeunes ont rejoint la population active africaine. Ils seront 380 millions supplémentaires d'ici 2025, dont 220 millions en zone rurale et 160 millions en zone urbaine. Ces jeunes devront trouver un emploi salarié ou une activité dans le secteur informel des villes et des campagnes ; ils seront souvent auto-entrepreneurs ou exploitants agricoles. Le remplacement des effectifs quittant la population active offrira un débouché naturel[12] mais, du fait de la croissance absolue du nombre d'actifs, des activités et emplois nouveaux devront être trouvés.

---

[12] Faute de systèmes de sécurité sociale sont développés, l'âge de sortie effectif de l'activité a généralement lieu après les 64 ans des statistiques. La limite est plus souvent celle de la santé physique permettant de poursuivre une activité et, bien sûr, la fin de vie.

La question des secteurs d'absorption de cette force de travail nouvelle apparaît ainsi comme un véritable défi pour l'action publique, qui devra faciliter et accompagner l'initiative privée et l'essor des activités économiques. Ce défi de l'emploi est reconnu par la communauté internationale, comme l'atteste la publication récente de nombreux documents de référence, à l'instar du dernier *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale consacré à l'emploi (World Bank 2012) ou des dernières *Perspectives économiques en Afrique* publiées par l'OCDE (OCDE 2012)[13].

L'enjeu, dès lors, est clairement d'identifier les secteurs les plus stratégiques à même de transformer ce potentiel d'activités nouvelles – et le dividende démographique à venir dont la fenêtre d'opportunité sera assez rapide[14]- en véritable moteur de croissance et de développement.

Un impératif : prendre en compte la réalité concrète des économies nationales et de leur environnement

Pour répondre au défi de l'emploi, l'impératif est de réinvestir dans des stratégies de développement permettant d'articuler vision de long terme et approches sectorielles à partir d'une analyse réaliste de la situation structurelle des économies nationales et de leur environnement international.

Les économies africaines, dans leur grande majorité, restent marquées par le poids du secteur primaire (agriculture et mines) et la structure d'activité d'une population encore majoritairement rurale pour laquelle l'agriculture constitue toujours un pivot. L'objectif est sans aucun doute d'accompagner et favoriser le processus de changement vers des économies plus diversifiées, à plus haute valeur ajoutée et permettant une amélioration des niveaux de vie, mais cette diversification dans une économie mondiale de plus en plus intégrée est une gageure.

La mondialisation offre des opportunités nombreuses et nouvelles en termes d'accès à de nouveaux marchés. Elle permet de faciliter l'accès aux acquis en termes de connaissances et de progrès techniques dont les pays aujourd'hui les plus riches ne disposaient pas. Mais elle s'accompagne aussi de contraintes liées aux importantes asymétries de productivité et de compétitivité qui rend la concurrence avec les entreprises étrangères - en particulier celles des grands pays émergents – plus difficile[15]. Non seulement sur les marchés internationaux mais aussi sur les marchés intérieurs au travers des importations.

Ces asymétries affectent non seulement la situation macro-économique d'ensemble mais aussi la dimension locale du changement structurel puisque la concurrence affaiblit les liens locaux entre l'agriculture, l'industrie et l'urbanisation, qui ont puissamment contribué aux

---

[13] Voir également le récent rapport de l'OIT sur les tendances d'emploi pour les jeunes (ILO 2012), le rapport de l'Africa Commission sur le potentiel de la jeunesse africaine (Africa Commission 2009) ou les travaux de la FAO sur l'emploi des jeunes ruraux (van der Geest 2010).

[14] Le dividende n'est « distribué » que sur quelques décennies, jusqu'à ce que le vieillissement de la population ne renverse le rapport actifs / inactifs.

[15] Dans le cas de l'ASS, l'écart de productivité moyen est de 1 à 5 avec les autres pays en développement et de 1 à 100 avec les pays de l'OCDE (UNCTAD 2006).

transitions économiques passées (UNRISD 2010). Les importations ont par exemple modifié les modes d'urbanisation et les villes (surtout les métropoles) ont souvent recours aux importations plutôt qu'aux ressources des économies locales. Les marchés alimentaires africains ont relativement bien résisté à la concurrence extérieure mais les activités de transformation sont souvent fragilisées, ce qui limite les possibilités d'emploi. Simultanément, la libéralisation a profondément contraint les possibilités d'accompagnement des Etats qui avaient joué un rôle déterminant dans les transitions passées (Chang 2002).

Le recours aux leçons des transitions historiques pour guider l'action est instructif ; mais il permet surtout de révéler les différences qui mettent en lumière la difficulté de la transition économique dans une économie mondiale ouverte. Car le « moment » des transitions est important et, si les grandes régions du monde ont largement engagé leur changement structurel en suivant certaines caractéristiques des transitions européennes, les possibilités de reproduction sont aujourd'hui questionnées. En effet, l'Europe a pleinement bénéficié de sa situation hégémonique pour consolider sa transformation (marchés captifs avec une concurrence réduite, possibilité de migrations de grandeur ampleur vers les « nouveaux mondes »). L'Amérique latine et l'Asie ont, avec de nombreuses variations, engagé leur évolution dans un contexte marqué par une forte intervention de l'État, caractérisée par la substitution des importations, la protection des industries naissantes (Evans 1995, Amsden 2001) et un appui important à la modernisation de l'agriculture (Djurfeldt et al. 2005). Cette période, engagée pendant l'entre-deux-guerres en contrecoup de la Première guerre mondiale et de la crise de 1929, s'est poursuivie jusqu'à la fin des années 1970 qui a marqué le tournant de la libéralisation, du désengagement de l'Etat et - justement – de l'entrée dans la mondialisation.

Priorités sectorielles et dimension territoriale

Le débat est plus tranché que jamais aujourd'hui, avec des points de vue extrêmement contrastés, entre les tenants de l'industrialisation et du renforcement des dynamiques urbaines d'une part, et les tenants de « l'agriculture d'abord » d'autre part. Ce débat est d'ailleurs brouillé par les agences d'aide qui peuvent adopter des positions contradictoires : ainsi la Banque mondiale, dans son *Rapport sur le développement dans le monde 2008*, a développé un argumentaire étoffé sur le rôle central de l'agriculture pour le développement (Banque mondiale 2007), qui a été immédiatement suivi par le *Rapport sur le développement industriel 2009* de l'ONUDI qui prônait au contraire l'industrialisation comme moteur principal de croissance et de changement (UNIDO 2008). Et la même Banque mondiale faisait l'année suivante l'apologie des processus d'agglomération et de la densité économique véhiculée par l'urbanisation (World Bank 2008).

Pour les « industrialistes », seul le développement manufacturier peut répondre à l'ampleur des défis africains : la productivité agricole est trop faible et les progrès attendus beaucoup trop lents pour permettre une sortie rapide de la pauvreté, et la solution d'avenir pour les pauvres ruraux se trouverait dans les villes[16].

[16] Plusieurs textes de Paul Collier sont illustratifs de cette vision (Collier 2008, 2009).

Les arguments avancés renvoient au changement du contexte économique international qui offrirait des opportunités nouvelles d'industrialisation : une amélioration du climat des affaires observée dans de nombreux pays, la hausse progressive des coûts industriels en Asie due à l'augmentation des salaires (en Chine particulièrement) et les perspectives offertes par la fabrication de certains segments de produits industriels plutôt que sur la fabrication de produits finis (UNIDO 2008). Ce nouveau type d'industrialisation – ou *light manufacturing* (Dinh et al. 2012) - est permis par la mondialisation qui a renforcé l'internationalisation des chaînes de production dans le cadre des échanges intra-firmes, l'externalisation et la sous-traitance délocalisée. Il est plus accessible aux pays les moins avancés dans la mesure où il requiert moins de capital et de compétences techniques et managériales et reste gérable dans un environnement économique et institutionnel plus fragile. Cette approche va même jusqu'à inclure le secteur des services en considérant les potentialités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication qui permettent de démultiplier les possibilités d'externalisation.

Ces axes de diversification sont indéniables et les opportunités doivent être saisies : la nouvelle géographie en émergence de la population active mondiale donnera à l'Afrique un avantage déterminant ; l'augmentation des coûts de production de ses principaux compétiteurs du monde en développement renforcera progressivement sa compétitivité ; et imaginer une future Afrique « usine du monde » qui prendrait le relais de la Chine n'est pas irréaliste.

Mais il convient de prendre en compte la situation structurelle actuelle et le pas de temps nécessaire pour un développement industriel véritable. Il n'y a pas eu d'industrialisation significative en ASS au cours des cinquante dernières années en dépit du formidable processus d'urbanisation[17]. Les exemples de zones franches industrielles ont produit des résultats mitigés et, surtout, n'ont permis de créer que des dizaines de milliers d'emploi quand ce sont des centaines de milliers d'emplois annuels qui seraient nécessaires. Enfin, les nouveaux avantages comparatifs sur les coûts – qui ne seront que très progressifs - ne sont pas suffisants[18]. De lourds investissements seront nécessaires dans les infrastructures, la formation et dans l'accompagnement des entreprises et il sera difficile de créer des millions de postes industriels par an dans un horizon proche et à la mesure de la demande d'emploi[19].

Ce constat milite pour donner la priorité à l'accompagnement des activités existantes, qui sont très majoritairement celles de l'informel urbain et de l'informel rural : consolidation

---

[17] Cette poussée urbaine offrait pourtant tous les avantages économiques de la densité vantés par le *Rapport sur le développement dans le monde 2009*.

[18] Si les dynamiques économiques et sociales chinoises se traduisent par une hausse rapide du niveau de vie et des coûts de production, il faut rappeler l'importance, la diversité et la compétitivité des autres économies émergentes, mais aussi que la compétitivité ne se réduit pas aux coûts et inclut la qualité des produits et la capacité de production (le volume de l'offre).

[19] A cet égard, l'exemple chinois des « entreprises de bourgs et villages », qui ont été le fer de lance de l'industrialisation rurale, est intéressant. Cette politique de gestion de l'emploi rural et de limitation de l'exode vers les villes, initiée dans les années 1960, s'est développée jusqu'aux années 1990 grâce à de forts soutiens et protections. Le secteur a atteint un maximum de 135 millions d'emplois en 1996 mais il ne s'est plus développé depuis du fait de conditions de concurrence accrues (Vendryes 2012).

des structures de production, modernisation de l'outil productif, densification et renforcement des liaisons intersectorielles et entre villes et campagnes.

En ce qui concerne l'informel urbain, il existe une certaine inflexion du regard porté par les décideurs avec une considération accrue pour son potentiel de modernisation (Fox & Sekkel Gaal 2008, Beaujeu et al. 2011). Car s'il existe un informel de type tampon (*sponge like*), à très faible productivité[20], il existe aussi un secteur informel avec un fort potentiel de modernisation, basé sur des outils de production significatifs, des compétences, et de fortes dynamiques d'innovation (Ranis & Stewart 1999). Ce secteur, qui est le principal pourvoyeur d'emploi urbain, doit être appuyé.

En ce qui concerne l'informel rural, qui regroupe la majorité de la population active dans la plupart des pays africains, le rôle du secteur agricole reste central et déterminant, à la fois pour absorber une main-d'œuvre rurale toujours plus nombreuse – au risque de rendre encore plus difficile les ajustements urbains par un exode accru – et pour accélérer le processus de diversification économique.

On rejoint ici la seconde partie du débat sur les priorités d'action qui est portée par les « pro-agriculture ». Le premier argument est « l'arithmétique de base » des grands nombres (Headey et al. 2010) : la population rurale est toujours largement prédominante et va le rester encore deux à trois décennies, et la grande majorité des ruraux est engagée dans l'agriculture. En conséquence, c'est bien le développement du secteur et l'augmentation des revenus agricoles qui vont permettre d'augmenter la demande rurale et de renforcer les dynamiques de diversification nécessaires au changement structurel. Ce rôle d'entraînement du secteur agricole et ses effets de liaison intersectoriels font partie des fondamentaux de la littérature sur le développement économique (Johnston & Mellor 1961, Johnston & Kilby 1975) et sur le développement de l'Afrique en particulier (Delgado et al. 1998, Diao et al. 2007).

Il est renforcé par la contribution essentielle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté rurale. L'ASS compte les deux tiers des populations pauvres rurales du monde et l'amélioration des performances agricoles est primordiale, comme l'ont montré les progrès rapides réalisés en Asie de l'est et du sud-est (Banque mondiale 2007). Plusieurs travaux récents ont confirmé le potentiel comparé de la croissance agricole en regard du développement urbain : Dorosh & Thurlow (2012) ont montré à partir de modèles de croissance appliqués à l'Ethiopie et l'Ouganda que, si les villes restaient la source incontestable de croissance et de transformation structurelle sur le long terme, ce sont bien les activités agricoles qui étaient susceptibles d'avoir l'impact le plus rapide sur la réduction de la pauvreté.

Ces constats sur la place stratégique de l'agriculture, confirmés par de nombreuses enquêtes récentes, ne signifient pas que l'agriculture soit la seule activité des campagnes, bien au contraire (encadré 3) : les ménages ruraux sont de plus en plus diversifiés et cette diversification est la norme depuis longtemps déjà (Bryceson 1999, Barrett & Reardon

[20] Ce secteur tampon absorbe le surplus de main-d'œuvre, notamment issu de l'exode rural produit par les actifs sortant du secteur agricole. Il correspond aux multiples « petits boulots » et les revenus peuvent y être parfois plus faibles qu'en zone rurale.

2000, Haggblade et al 2007). Cependant, alors que ces activités non agricoles peinent à déboucher sur des revenus significatifs, l'agriculture conserve toujours une place déterminante dans les activités des ménages.

Le véritable enjeu stratégique aujourd'hui est de ne pas se tromper de modèle de développement. Du fait de performances passées globalement faibles (Benoit-Cattin & Dorin 2012), les marges de progrès de l'agriculture africaine sont très importantes ; mais l'arrivée de nouveaux investisseurs, qui proposent des modèles d'exploitation agricole à grande échelle, change la donne[21]. Cette situation nouvelle a rouvert un débat ancien sur les mérites comparés des différentes tailles et types d'exploitation agricole (Losch & Fréguin-Gresh 2013) et tend à occulter une question centrale : la nécessité d'augmenter de la production, tout en créant des emplois dans l'agriculture et dans les activités amont et aval par le renforcement des chaines de valeur, et en améliorant les revenus des agriculteurs qui sont le levier de la demande rurale et de la diversification économique (Losch et al. 2012).

Dans cette perspective, et afin d'obtenir les effets d'entraînement maximum, c'est la grande masse des agriculteurs et les exploitations familiales qui devraient être la cible prioritaire de l'action publique. Elles offrent un potentiel majeur d'insertion des jeunes, à condition toutefois qu'une attention soit portée à l'amélioration des conditions d'activités afin de renforcer l'attractivité de l'activité agricole (Proctor & Lucchesi 2012, Sumberg et al. 2012). Le développement agricole des autres régions du monde a montré la performance des agricultures familiales dès lors qu'elles bénéficiaient des appuis adaptés. Et une comparaison récente entre les agricultures africaines, brésilienne et thaïlandaise - dont les succès sont incontestés, malgré des contextes très différents – ont révélé que les exploitations africaines pouvaient être compétitives dès lors que les obstacles récurrents en termes d'approvisionnement et de commercialisation pouvaient être levés. Si l'image du « géant endormi » (World Bank 2009) correspond difficilement à la réalité de campagnes africaines en profonde mutation, l'accompagnement de ce « géant entravé » par les contraintes d'un environnement aujourd'hui peu porteur permettra de révéler des marges de progrès considérables.

Si la réponse au défi de l'emploi impose de réinvestir les stratégies de développement, avec comme conséquence directe un effort important en termes de connaissance des réalités rurales, largement recomposées et largement méconnues par les systèmes d'information existants, ces stratégies devront aussi se réapproprier une dimension territoriale : celle des espaces vécus par les acteurs économiques et les ménages africains, pour lesquels le rural et l'urbain s'articulent de plus en plus dans les pratiques quotidiennes. Cette dimension, qui a longtemps été délaissée au profit d'approches segmentées - thématiques et sectorielles - apparaît comme le niveau pertinent pour raisonner les futurs possibles et saisir les potentiels d'innovation.

[21] Ces nouveaux investissements ont été suscités par la peur de pénuries en produits agricoles, relancée depuis la crise des prix agricoles de 2008-2009, et par les besoins nouveaux en biocarburants. Ils sont favorisés par une réputation (discutable) de terres disponibles sur le continent et par la volonté de nombreux gouvernements d'attirer des capitaux étrangers (Cotula et al. 2009).

Références citées :

Africa Commission, 2009, *Realising the Potential of Africa's Youth*. Report of the Africa Commission

Amsden A., 2001, *The Rise of "The Rest": Challenges to the West From Late-Industrializing* Economies. Oxford University Press.

Barrett C. B. and T. Reardon, 2000, *Asset, Activity, and Income diversification Among African Agriculturalists: Some practical Issues*. Ithaca - New York: Cornell University.

Beaujeu R., Kolie R., Sempere J-F., Uhder C., 2011. *Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne : comment remettre l'emploi au cœur des politiques de développement*. Paris : AFD.

Benoit-Cattin M., Dorin B., 2012, « Disponible alimentaire et productivité agricole en Afrique subsaharienne. Une approche dynamique comparative (1961-2003) », *Cahiers Agricultures*, 21:5, pp. 337-47.

Bryceson D. F., 1999, *African Rural Labour, Income Diversification and Livelihood Approaches: A long-term Development Perspective*. Leiden: Afrika-Studiecentrum.

Diao X., Hazell P., Resnick D. and J. Thurlow, 2007, *The Role of Agriculture in Development: Implications for Sub-Saharan Africa.* Research Report 153. Washington DC: IFPRI.

Dorin B., Hourcade J-C., Benoit-Cattin M., 2013, "A World without Farmers? The Lewis Path Revisited", CIRED Working Paper, 47-2013.

Chang HJ, 2003, *Kicking away the ladder. Development strategy in historical perspective*. London: Anthem Press.

Charmes J., 2011, « Caractérisation du secteur informel en Afrique subsaharienne ». In Beaujeu R., Kolie R., Sempere J-F., Uhder C., *Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne : comment remettre l'emploi au cœur des politiques de développement*.

Collier P., 2008, The Politics of Hunger: How Illusion and Greed Fan the Food Crisis. *Foreign Affairs*, 87(6).

Collier P., 2009, Africa's Organic Peasantry. Beyond Romanticism. *Harvard International Review,* 32(2), 62-65.

Cotula L, Vermeulen S, Leonard R, Keeley J., 2009, *Land Grab of Development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa*. London/Rome: IIED/FAO/IFAD.

Delgado C., Hopkins J. and V. Kelly, 1998, *Agricultural Growth Linkages in Sub-Saharan Africa.* Research Report 107. Washington DC: IFPRI.

Dinh H.T., Palmade V., Chandra V., Cossar F., 2012, Light Manufacturing in Africa: Targeted Policies to Enhance Private Investment and Create Jobs. Africa Development Forum Series. Washington: The World Bank - Agence Française de Développement.

Djurfeldt G., Holmén H., Jirström M. and R. Larsson (eds.), 2005, *The African Food Crisis: Lessons from the Asian Green Revolution*.

Dorosh P., Thurlow J., 2012, Can Cities or Towns Drive African Development? Economy-wide Analysis for Ethiopia and Uganda. Working Paper No. 2012/50, UNU-WIDER.

Evans P., 1995, *Embedded Autonomy. States and Industrial Transformation*. Princeton: Princeton University Press.

Fox M. L., Sekkel Gaal M., 2008, "Working Out of Poverty," Africa Region, World Bank, Washington, D.C

Grataloup C. 2007, *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*. Paris : A. Colin.

Haggblade S., Hazell P. and T. Reardon (eds.), 2007, *Transforming the Rural Nonfarm Economy. Opportunities and Threats in the Developing World*. IFPRI, Washington, DC – The John Hopkins University Press, Baltimore.

Headey D., Bezemer D. and P. Hazell, 2010, "Agricultural Employment Trends in Asia and Africa: Too Fast or Too Slow?" *The World Bank Research Observer*, 25(1): 57-89.

ILO, 2012, Global Employment Trends for Youth 2012, Geneva: ILO.

Jedwab R., 2012, *Why Is African Urbanization Different? Evidence from Resource Exports in Ghana and Ivory Coast*. Job markets Paper. Paris School of Economics: Paris.

Johnston BF, Mellor J. The Role of Agriculture in Economic Development, *American Economic Review* 1961; 51 (4), 566-93.

Johnston BF, Kilby P. *Agriculture and Structural Transformation: Economic Strategies in Late-Developing Countries.* Oxford: Oxford University Press, 1975.

Jütting J., De Laiglesia J.R., 2009, *Is Informal Normal? Towards More and Better Jobs in Developing Countries*. Paris: OECD.

Losch B., 2012, *Relever le défi de l'emploi : l'agriculture au centre*. Perspectives n°19, Montpellier : Cirad.

Losch B., Fréguin-Gresh S., White E., 2012, *Structural Transformation and Rural Change Revisited. Challenges for late developing countries in a globalizing world*. Africa Development Forum Series. Washington: The World Bank - Agence Française de Développement.

Losch B., Fréguin-Gresh S., 2013, « Quelles agricultures face aux défis des transitions africaines ? Le small-scale versus large-scale en débat ». *Cahiers Agricultures*, vol. 22 :1.

Losch B., Magrin G., Imbernon J. (dir.), 2013, *Une nouvelle ruralité émergente. Regards croisés sur les transformations rurales africaines*. Atlas pour le Programme *Rural Futures* du NEPAD, Montpellier : Cirad.

OCDE, 2012, *Perspectives économiques en Afrique 2012 – Promouvoir l'emploi des jeunes*, Paris : OCDE.

Proctor F., Lucchesi V., 2012, *Small-scale farming and youth in an era of rapid rural change*. Knowledge Program, Hivos-IIED.

Ranis G., Stewart F., 1999, "V-Goods and the Role of the Urban Informal Sector in Development." *Economic Development and Cultural Change* 47 (2): 259-288.

Sumberg J, Anyidoho N.A., Leavy J., Dolf J.H., Lintelo T., Wellard K., 2012, "The Young People and Agriculture 'Problem' in Africa". *IDS Bulletin*, vol. 43, number 6.

Timmer CP, 2009, *A World without Agriculture: The Structural Transformation in Historical Perspective*. Washington DC: The American Enterprise Institute Press.

UNCTAD, 2006, *Developing Productive Capacities*. Report on the Least Developed Countries, New York and Geneva: United Nations.

UNIDO, 2008, *Breaking In and Moving UP: New Industrial Challenges for the Bottom Billion and the Middle-Income Countries*. Industrial Development Report 2009, Vienna: UNIDO.

UNRISD, 2010, *Combating Poverty and Inequality. Structural Change, Social Policy and Politics*. Geneva: UNRISD.

Van der Geest K., 2010, *Rural Youth Employment in Developing Countries. A Global View*. Rome: FAO.

Vendryes T., 2012, *Transitions démographique et économique en République Populaire de Chine : Héritage socialiste, population et croissance*. Note préparatoire au colloque « Evolution du marché international du travail, impacts des exclusions paysannes », Conseil économique, social et environnemental, 16 octobre 2012.

World Bank, 2007, *World Development Report 2008: Agriculture for Development.* Washington DC: World Bank.

World Bank, 2008, *Reshaping Economic Geography.* World Development Report 2009, Washington DC: World Bank.

World Bank, 2009, *Awakening Africa's Sleeping Giant. Prospects for Commercial Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond*. Washington DC: FAO and World Bank.

World Bank, 2012, *Jobs.* World Development Report 2013, Washington DC: World Bank.

NEPAD Planning and Coordinating Agency

Postal Address
P.O. Box 1234
Halfway House
Midrand
Johannesburg 1685,
South Africa

Telephone
Tel: +27 (0) 11 256 3600
Fax: +27 (0) 11 206 3762

Email: info@nepad.org
Website: www.nepad.org

© NEPAD 2013